

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

La Préfète de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2026/DREAL/DSG du 15 juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 021632/KK P relatif au projet de **transfert d'un magasin de jardinage à Uzel (22)**, déposé par Armor Agriculture Loisirs, reçu et considéré complet le 29/07/2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°41 « Aire de stationnement ouverte au public de plus de 50 emplacements » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- Transfert du magasin existant dans la commune voisine de Saint Hervé vers un nouveau site, d'une surface de 1,6 ha, avec construction d'un bâtiment de 2 809 m², aménagement de voiries, d'espaces verts, de 90 places de stationnements et d'aires de vente extérieures ;
- vente du bâtiment existant, sur une parcelle à vocation industrielle.

Considérant la localisation de ce projet :

- au sein de la zone d'activité de la Berlouze, sur des parcelles de prairies dont la majorité est déjà considérée comme urbanisée (zone UZa) par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Loudéac Communauté, et sur une parcelle de 3 200 m² classée comme « à urbaniser » (1AU).

Considérant que :

- le choix d'une vocation urbaine pour les parcelles a déjà fait l'objet d'une évaluation dans le cadre du document d'urbanisme ;
- le projet implique l'abattage de deux haies et d'arbres plantés lors de la viabilisation du site il y a une dizaine d'années, ce qui ne constitue pas une incidence notable sur la biodiversité au sens de l'évaluation environnementale du fait de la faible ancienneté des plants ;
- les eaux pluviales seront traitées par infiltrations pour ce qui est des surfaces de stationnements et de voiries, et collectées par le bassin pluvial de la zone pour ce qui est des eaux de toitures ;
- les futurs aménagements seront peu visibles depuis les alentours, du fait notamment de la présence et du maintien de haies et boisements périphériques ;
- le site est bien desservi par la route départementale 700 à proximité et est accessible en modes actifs depuis le bourg.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **transfert d'un magasin de jardinage à Uzel (22)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Monsieur FISSE Éric
Le jeudi 27 août 2026